

Patrick BRAOUEZEC

Député de la 2^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis
Président de la Communauté d'agglomération de Plaine Commune

Saint-Denis, le 22 octobre 2007

Monsieur Brice HORTEFEUX,
Ministre
Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de
l'Identité nationale et du Codéveloppement
101, rue de Grenelle
75 700 Paris

Monsieur le Ministre,

Je m'inquiète de bruits qui courent depuis quelques jours, bruits relatifs à une note aux préfets émanant du général d'armée Guy PARAYRE, directeur général de la gendarmerie nationale aux préfets de police.

Vous connaissez ma position sur vos choix politique en matière de ce que vous aimez à nommer, *"lutte contre l'immigration illégale"* et plus particulièrement sur les objectifs chiffrés que s'est fixé le gouvernement en matière d'arrestations et d'expulsions de sans-papiers, objectifs érigés en priorité nationale. Comme vous avez pu vous en rendre compte lors des débats de septembre dernier, je ne partage en rien cette vision. Je pense au contraire que les immigrés, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent sont un apport culturel, social et économique indéniable mais surtout indispensable à la société française. Les expériences de nos voisins européens le prouvent.

A la lecture de cette note, que j'espère fictive, il est donné l'impression que la France devient sujette à une véritable guerre où armée, police nationale et gendarmerie se retrouveraient soudées autour d'un ennemi commun : l'étranger! Cet étranger, dépourvu de papiers français, devenu barbare, synonyme d'un danger imminent pour une société qui, pourtant, ne saurait faire sans lui, et devrait savoir faire avec.

Permettez-moi, alors, de m'interroger sur cette nécessité de recourir *"en substitution des gendarmes mobiles, au concours de réservistes, retraités de l'armée et de gendarmes adjoints volontaires, confirmés dans l'emploi"*.

Ces circonstances, aussi exceptionnelles vous semblent-elles, ne peuvent en aucun donner lieu à un tel déballage des forces de l'ordre et de l'armée française.

Qu'ont-ils fait pour susciter une telle attention du gouvernement, pour devenir une priorité nationale? De quels maux affligent-ils la société française pour faire l'objet de telles poursuites? Ne nous trompons pas d'ennemi. Ces personnes ne cherchent qu'une seule et unique chose : vivre dignement et en paix dans un pays qu'ils ont majoritairement choisi pour les valeurs républicaines dont il est, encore aujourd'hui, le symbole : l'égalité, la fraternité et la liberté.

Vous remerciant par avance de l'intérêt avec lequel vous voudrez bien étudier cette interpellation,

Cordialement.

Patrick BRAOUEZEC